

Unité départementale du Hainaut  
Zone d'activités de l'aérodrome  
BP 40137  
59303 Valenciennes

Prouvy, le 20/02/2024

## **Rapport de l'inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 14/12/2023

### **Partie nominative**

#### **DELQUIGNIES Industrie Service (SARL)**

S.A. François DELQUIGNIES & Fils  
Quai DELQUIGNIES  
59158 Mortagne-du-Nord

Affaire suivie par : Radia OUTIMJICHT  
Téléphone : 03.27.21.31.84  
Courriel : radia.outimjicht@developpement-durable.gouv.fr  
Références : 2024-V1-033  
Code AIOT : 0007002926

L'inspection des installations classées a réalisé une visite d'inspection le 14/12/2023 de l'établissement DELQUIGNIES Industrie Service (SARL) implanté Parc d'activité de la vallée de l'Escaut 59264 Onnaing. Le présent rapport rend compte de cette visite. Cette partie contient des informations nominatives qui ne seront pas publiées sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>). Toute demande écrite de consultation ou transmission fera l'objet d'un examen selon les règles en vigueur.

#### **Participant(es) à l'inspection, représentant l'inspection des installations classées :**

Radia OUTIMJICHT, Unité départementale du Hainaut, V1, inspectrice de l'environnement

#### **Participant(es) à l'inspection, hors inspection des installations classées :**

Monsieur LEFRANC, Directeur Technique DELQUIGNIES

Le courriel d'échange avec l'administration est jmlefranc@delquignies.com.

Rédacteur

# Outimjicht

L'inspecteur de l'environnement  
OUTIMJICHT Radia

Vérificateur

L'Adjoint au Chef de l'Unité  
Départementale du Hainaut

Approbateur

Vu et transmis avec avis conforme à  
Monsieur le Préfet du Nord

Pour le directeur et par délégation,  
Le Chef de l'Unité Départementale du  
Hainaut

  
Médhv MELIN

Christophe EMIEL

## **Rapport de l'inspection des installations classées**

### **Propositions à l'issue de la visite**

A l'issue de la visite d'inspection du 14/12/2023 de l'établissement DELQUIGNIES Industrie Service (SARL) implanté Parc d'activité de la vallée de l'Escaut 59264 Onnaing, les constats établis et explicités dans la partie « Contexte et constats » du rapport amènent l'inspection des installations classées à formuler à Monsieur le Préfet les propositions suivantes.

Pour les constats « susceptibles de suites », l'exploitant doit, **dans les délais** impartis pour présenter ses observations, respecter les prescriptions concernées tout en transmettant à l'inspection des installations classées par courrier ou courriel, les justificatifs correspondants (selon les cas : commandes, services faits, étude, analyses, photos, etc.). **Dans le cas contraire, il pourra être proposé de mettre en demeure** l'exploitant de respecter les prescriptions édictées pour les dispositions contrôlées et rappelées ci-après :

- **N°2 : Dispositions constructives** - Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/07/2023 article : 6.2.2.1
- **N°3 : Compartimentage** - Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/07/2023 article : 6.2.3.1
- **N°5 : Aire de mise en station des moyens aériens** - Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/07/2023 article : 6.6.2.1
- **N°6 Désenfumage** - Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/07/2023 article : 6.6.5

Unité départementale du Hainaut  
Zone d'activités de l'aérodrome  
BP 40137  
59303 Valenciennes

Valenciennes, le 20/02/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 14/12/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **DELQUIGNIES Industrie Service (SARL)**

S.A. François DELQUIGNIES & Fils  
Quai DELQUIGNIES  
59158 Mortagne-du-Nord

Références : 2024-V1-033  
Code AIOT : 0007002926

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/12/2023 dans l'établissement DELQUIGNIES Industrie Service (SARL) implanté Parc d'activité de la vallée de l'Escaut 59264 Onnaing. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- DELQUIGNIES Industrie Service (SARL)
- Parc d'activité de la vallée de l'Escaut 59264 Onnaing
- Code AIOT : 0007002926
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société DELQUIGNIES Industrie Services est située en zone industrielle du Parc économique de l'échangeur d'Onnaing.

L'établissement a été autorisé au titre de la rubrique 1510 de la nomenclature des ICPE par arrêté préfectoral du 22 novembre 2000.

L'exploitant a été autorisé sur cette zone à exploiter 3 bâtiments d'un volume total de 329 838 m<sup>3</sup> dont le descriptif initialement prévu est le suivant : bâtiment 1 de 13 912 m<sup>2</sup> composé de 2 cellules de 6 956 m<sup>2</sup> ; bâtiment 2 de 12 313 m<sup>2</sup> composé de 2 cellules de 6 196 m<sup>2</sup> ; bâtiment 3 de 6 745 m<sup>2</sup> composé d'une seule cellule.

Seul le bâtiment 1 représentant une surface de 13 912 m<sup>2</sup> a été construit.

L'entrepôt initial compte aujourd'hui 3 cellules :

- une cellule appelée bâtiment 1 de 4000 m<sup>2</sup> : stockage de pièces automobiles, housses en plastique, matériel Bombardier,
- une cellule appelée bâtiment 2 de 6956 m<sup>2</sup> : stockage de pièces automobiles, housses en plastique, matériel Bombardier,
- une cellule appelée bâtiment 3 de 2956 m<sup>2</sup> : stockage de matériel ferroviaires (bas des racks) et de cartons d'emballages de bières (haut des racks).

Le site compte également 3 locaux fermés à clé pour le stockage de produits dangereux (liquides inflammables, aérosols, comburants,) ou nécessitant d'être placés sur rétention (huiles non inflammables, liquides de refroidissement,...).

L'exploitant a déposé en 2022 un dossier de porter à connaissance pour la construction d'une extension d'un entrepôt logistique existant sur la commune d'Onnaing. Le projet concerne l'espace vert non exploité en partie arrière du site.

Les travaux ont concerné la réalisation d'un ensemble logistique comprenant:

- un entrepôt de 12 998 m<sup>2</sup> pour les produits secs et de hauteur 14 m, représentant un volume de stockage maximum de 181 972 m<sup>3</sup> réparti sur 3 cellules :
  - x cellule 4 de 2699 m<sup>2</sup> et une cellule 5 de 2699 m<sup>2</sup>,
  - x cellule 6 de 7359 m<sup>2</sup>,
- un entrepôt frigorifique (cellule 7) de 3 569 m<sup>2</sup> et de hauteur 14 m, représentant un volume de stockage maximum de 49 966 m<sup>3</sup> réparti sur 3 chambres négatives (1 cellule),
- 8 locaux de stockage de produits dangereux (465 m<sup>2</sup> au total – volume de 3720 m<sup>3</sup>),
- 3 bâtiments de bureaux attenants à ces entrepôts,
- des locaux techniques (TGBT, transformateur, local de charge, local de production de froid) seront également présents en dehors des volumes d'entrepôt,
- une zone de stockage extérieur (conditionnements vides) de 4430 m<sup>2</sup> aménagée en partie Nord-Ouest.

Les constructions sont réalisées entièrement en béton (structure et parois).

Des panneaux photovoltaïques sont également installés en toiture pour produire de l'électricité.

Le terrain est bordé :

- Au Nord-Est par la société Simoldes-Plásticos ;
- Au Nord-Ouest par l'autoroute A2 ;
- Au Sud-Est par la société Totota ;
- Au Sud-Ouest par la société Simastock.

Un arrêté préfectoral complémentaire du 21 juillet 2023 encadre ce projet.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- mise en service extension du site.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de

l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Délai de réponse
2	Dispositions constructives	Arrêté Préfectoral du 21/07/2023, article 6.2.2.1	1 mois
3	Compartmentage	Arrêté Préfectoral du 21/07/2023, article 6.2.3.1	1 mois
5	Aire de mise en station des moyens aériens	Arrêté Préfectoral du 21/07/2023, article 6.6.2.1	1 mois
6	Désenfumage	Arrêté Préfectoral du 21/07/2023, article 6.6.5	1 mois

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Identification des effluents	Arrêté Préfectoral du 21/07/2023, article 2.5.3	Sans objet
4	Confinement des eaux d'extinction incendie	Arrêté Préfectoral du 21/07/2023, article 6.4.2	Sans objet
7	Détection automatique d'incendie	Arrêté Préfectoral du 21/07/2023, article 6.6.7	Sans objet
8	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 21/07/2023, article 6.6.9	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Suite à l'inspection du 14 décembre 2023, l'exploitant doit apporter des justificatifs sur plusieurs points, faute de quoi une mise en demeure sera proposée au préfet.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Identification des effluents

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/07/2023, article 2.5.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, identification des effluents
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le site génère les différents types d'eau suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Les eaux usées domestiques ;</li> <li>• Les eaux résiduelles industrielles : eaux de purges des installations, eaux de lavage des installations ;</li> <li>• Les eaux des essais sprinkler ;</li> <li>• Les eaux pluviales de toitures ;</li> <li>• Les eaux pluviales de parking et voiries.</li> </ul> <p>Toutes <u>les eaux domestiques et industrielles</u> rejoignent le réseau séparatif d'assainissement de la zone d'activités (raccordé à la STEP syndicale gérée par le SOVIQUA).</p> <p>Concernant les <u>eaux pluviales</u>. On distingue 2 types d'eaux pluviales :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>◦ Les eaux pluviales de toiture de l'entrepôt existant (entrepôt 1) sont dirigées vers le bassin de la ZAC.</li> <li>◦ Les eaux pluviales de toiture du nouvel l'entrepôt (entrepôt 2) sont dirigées vers un bassin de tamponnement non étanche en fond de parcelle, les premiers flots pouvant ainsi être infiltrés, le volume utile du bassin est de 733 m<sup>3</sup>. Les eaux de surverse du bassin de tamponnement rejoignent le bassin de la ZAC.</li> <li>◦ Les eaux pluviales de voiries (site existant et nouvel entrepôt) sont traitées par des</li> </ul>

séparateurs d'hydrocarbures dimensionnés au regard des surfaces collectées. Ces eaux sont ensuite rejetées dans les réseaux existants de la ZAC (avec bassin). Un dispositif de coupure automatique et manuel est installé avant rejet final de ces eaux de voiries à l'extérieur du site.
<b>Constats :</b>  Les dispositions ci-dessus ont fait l'objet d'une vérification terrain (cf planche photographique). Le plan d'exécution de la voirie a été transmis par courriel du 16/02/2024. Le bassin a un volume de 1375 m <sup>3</sup> .  Le site comprend 2 séparateurs d'hydrocarbures pour traiter les eaux de voiries du site existant et de l'extension. Le site dispose également de deux vannes de coupure à fonctionnement automatique et manuel pour confiner les eaux d'extinction incendie.  La fiche technique du nouveau séparateur d'hydrocarbures a été transmise par courriel du 16/02/2024.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 2 : Dispositions constructives

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/07/2023, article 6.2.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Dispositions constructives du nouvel entrepôt
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les dispositions constructives visent à ce que la cinétique d'incendie soit compatible avec l'intervention des services de secours et la protection de l'environnement. Elles visent notamment à ce que la ruine d'un élément de structure (murs, toiture, poteaux, poutres par exemple) suite à un sinistre n'entraîne pas la ruine en chaîne de la structure du bâtiment, notamment les cellules de stockage avoisinantes, ni de leurs dispositifs de recoupement, et ne conduit pas à l'effondrement de la structure vers l'extérieur de la cellule en feu.  L'exploitant assure sous sa responsabilité la cohérence entre les dispositions constructives retenues et la stratégie permettant de garantir l'évacuation de l'entrepôt en cas d'incendie. Il définit cette stratégie ainsi que les consignes nécessaires à son application.  Les murs extérieurs sont construits en matériaux de classe A2 s1 d0, sauf si le bâtiment est doté d'un dispositif d'extinction automatique d'incendie.  Les éléments de support de la couverture sont réalisés en matériaux A2 s1 d0. Cette disposition n'est pas applicable si la structure porteuse est en lamellé-collé, en bois massif ou en matériaux reconnus équivalents par rapport au risque incendie, par la direction générale de la sécurité civile et de la gestion des crises du ministère chargé de l'intérieur.  Le ou les isolants thermiques utilisés en couverture sont de classe A2 s1 d0.  Le système de couverture de toiture satisfait la classe BROOF (t3).  Les matériaux utilisés pour l'éclairage naturel satisfont à la classe d0.  L'ensemble de la structure est en béton stable au feu 1 heure (R60).  Les façades du nouvel entrepôt sont réalisées : <ul style="list-style-type: none"> <li>• façade Ouest : mur écran thermique EI 120</li> </ul>

Les ateliers d'entretien du matériel sont isolés par une paroi et un plafond au moins REI120 ou situés dans un local distant d'au moins 10 mètres des cellules de stockage. Les portes d'intercommunication présentent un classement au moins EI2 120 C (classe de durabilité C2 pour les portes battantes).

À l'exception des bureaux dits de « quais » destinés à accueillir le personnel travaillant directement sur les stockages, des zones de préparation ou de réception, des quais eux-mêmes, les bureaux et les locaux sociaux ainsi que les guichets de retrait et dépôt des marchandises et les autres ERP de 5<sup>e</sup> catégorie nécessaires au fonctionnement de l'entrepôt sont situés dans un local clos distant d'au moins 10 mètres des cellules de stockage ou isolés par une paroi d'au moins REI120. Ils sont également isolés par un plafond au moins REI120 et des portes d'intercommunication munies d'un ferme-porte présentant un classement au moins EI2 120 C (classe de durabilité C2 pour les portes battantes). Ce plafond n'est pas obligatoire si le mur séparatif au moins REI120 entre le local bureau et la cellule de stockage dépasse au minimum d'un mètre, ou si le mur séparatif au moins REI120 arrive jusqu'en sous-face de toiture de la cellule de stockage, et que le niveau de la toiture du local bureau est située au moins à 4 mètres au-dessous du niveau de la toiture de la cellule de stockage.

Les justificatifs attestant du respect des prescriptions du présent article sont conservés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

#### **Constats :**

L'étude de non ruine en chaîne des éléments de la structure et de non effondrement vers l'extérieur a été transmise par courriel du 16/02/2024. Cette étude atteste que la structure principale poteaux/poutres/dalles du nouvel entrepôt DELQUIGNIES à ONNAING est conforme aux exigences de non-ruine en chaîne et non-effondrement vers l'extérieur. Néanmoins, l'étude a considéré un mur REI 240 sur la totalité de la façade entre les cellules 7 et 6. Or, le mur coupe-feu qui sépare la cellule 6 du local technique attenant à la cellule 7 est REI 120.

**Fait susceptible de suite 1. Il est demandé à l'exploitant de réviser cette étude en prenant en compte le degré coupe-feu du mur entre la cellule 6 et le local technique attenant à la cellule 7.**

Les murs extérieurs sont construits en béton, en matériaux de classe A2s1d0 (cf attestation transmise par courriel du 16/02/2024).

L'exploitant n'a pas justifié que les éléments de support de couverture sont réalisés en matériaux A2s1d0.

**Fait susceptible de suite 2. Il convient de transmettre une attestation justifiant de ce point.**

Le ou les isolants thermiques utilisés en couverture sont de classe A2 s1 d0 (cf attestation transmise par courriel du 16/02/2024). Le produit est soudé en usine et revêtu d'un enduit bitumineux.

L'exploitant a transmis une attestation indiquant que les différents systèmes de couverture (cellules 4, 5, 6 et 7, bureaux) sont BROOF t3.

L'exploitant a transmis une déclaration des performances d'une gamme de lanternes ponctuels qui satisfont à la classe Bs2d0.

La structure est en béton, R60 (cf attestation transmise par courriel du 16/02/2024).

L'exploitant a transmis une attestation du constructeur qui indique que les murs de façades sont des panneaux isolés CF 2h.

L'entrepôt ne comprend pas d'atelier d'entretien.

Présence de zones bureaux attenantes aux cellules de stockage. L'exploitant a transmis une attestation du constructeur qui indique que les bureaux sont isolés des cellules de stockage par des parois CF 2h.

Il a été vérifié par sondage sur le terrain que les parois coupe-feu dépassaient de 1 m minimum en toiture et de 0,5 m minimum de part et d'autre des parois séparatives (Cf planche photographique).

L'exploitant a transmis par courriel du 16/02/24 un plan de coupe pour justifier que le plancher des bureaux était REI 120. Néanmoins, le degré coupe-feu des planchers n'est pas clairement indiqué sur ce plan.

**Fait susceptible de suite 3. Il convient de transmettre une attestation justifiant de ce point**

**Type de suites proposées :** Susceptible de suites

### N° 3 : Compartimentage

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 21/07/2023, article 6.2.3.1

**Thème(s) :** Risques accidentels, Entrepôt 2

**Prescription contrôlée :**

L'entrepôt, d'une hauteur au faîtage de 13,87 m, est compartimenté en 3 cellules de stockage, dont la surface et la hauteur sont limitées afin de réduire la quantité de matières combustibles en feu lors d'un incendie :

- 2 cellules de stockage de produits secs : cellule 4/5, et la cellule 6
- 1 cellule frigorifique (cellule 7) composée de 3 chambres froides négatives
- 8 locaux de stockage de produits de liquides inflammables ou de produits dangereux pour l'environnement.

Le site dispose d'une zone de stockage extérieur organisée en 2 îlots de stockage distants de 10 m et faisant l'objet d'un marquage au sol.

Le compartimentage a pour objet de prévenir la propagation d'un incendie d'une cellule de stockage à l'autre. Pour atteindre cet objectif, les cellules respectent au minimum les dispositions suivantes (cf plan ci-dessous) :

- Les parois qui séparent la cellule de stockage 6 et les 2 cellules mitoyennes (cellules 4/5 et cellule 7) sont des murs au moins REI240 ; le degré de résistance au feu des murs séparatifs coupe-feu est indiqué au droit de ces murs, à chacune de leurs extrémités, aisément repérable depuis l'extérieur par une matérialisation ;
- Les façades extérieures Sud-Ouest sont en écran thermique EI120 ;
- La façade Nord est en paroi béton ;
- Les parois qui séparent les cellules de stockage des locaux de stockage de liquides inflammables sont REI120 ;
- Les parois séparatives de ces cellules sont prolongées de 1 m en toiture et de 0,50 mètre de part et d'autre des parois séparatives. Cette bande est en matériaux A2 s1 d1 ou comporte en surface une feuille métallique A2 s1 d1 ;
- La toiture est recouverte d'une bande de protection sur une largeur minimale de 5 mètres de part et d'autre des parois séparatives ou est équipée de moyens fixe ou semi-fixe d'aspersion d'eau placés le long des parois séparatives ;

- Les murs séparatifs des cellules avec les locaux de charge sont REI120 dépassant de 1 m en toiture ;
- Les bureaux sont séparés des cellules de stockage par des parois REI120 dépassant de 1 m en toiture.

Les ouvertures effectuées dans les parois séparatives (baies, convoyeurs, passages de gaines, câbles électriques et tuyauteries, portes, etc.) sont munies de dispositifs de fermeture ou de calfeutrement assurant un degré de résistance au feu équivalant à celui exigé pour ces parois. Les fermetures manœuvrables sont associées à un dispositif assurant leur fermeture automatique en cas d'incendie, que l'incendie soit d'un côté ou de l'autre de la paroi. Ainsi, les portes situées dans un mur REI120 présentent un classement EI2 120 C. Les portes situées dans un mur REI240 présentent un classement EI2 240 C. Les portes battantes satisfont une classe de durabilité C2.

La fermeture automatique des dispositifs d'obturation (comme par exemple, les dispositifs de fermeture pour les baies, convoyeurs et portes des parois ayant des caractéristiques de tenue au feu) n'est pas gênée par les stockages ou des obstacles ;

#### **Constats :**

L'exploitation de l'entrepôt a commencé en octobre 2023, en décembre 2023 pour la cellule frigorifique. L'extension compte un nouveau local de charge.

Lors de la visite d'inspection, le stockage dans les cellules était comme suit :

- cellule 6 : pièces automobiles, amortisseurs, joints de porte, caisses plastiques – stockage en racks
- cellule 4 : palettes de pain – stockage en masse
- cellule 5 : atelier de montage de câbles Eurotunnel
- cellule 7 : stockage de beurre.

Concernant la cellule frigorifique, celle-ci a été recoupée en 4 cellules, au lieu des 3 cellules prévues initialement. La modification a été réalisée sans la porter à la connaissance du préfet.

**Fait susceptible de suite 4. Il conviendra pour la cellule frigorifique de justifier, à travers un dossier de porter à connaissance du préfet, que le nouveau découpage ne modifie pas les zones d'effets définies par l'étude de dangers initiale.**

Lors de la visite terrain, il a été constaté que la zone de stockage extérieure n'était pas délimitée en 2 îlots. Néanmoins, cette zone était vide de stockage lors de l'inspection et n'était pas encore exploitée.

**Observation 1. Il conviendra, avant la mise en stockage de la zone extérieure, de délimiter cette zone en 2 îlots. La délimitation devra être matérialisée au sol.**

L'exploitant a transmis une attestation du constructeur qui indique que

- les murs en file H entre 6 et 8 (murs entre la cellule 6 et le bureau 2 et le local LI), 10 et 12 (murs entre la cellule 4/5 et le bureau 1 et le local LI) et en file D de 1 à 2 (mur entre la cellule 6 et le local technique) et 8 à 12' (mur entre la cellule 4/5 et le local de charge et le bureau 3), en file Z1 (entre bureau 3 et couloir) et murs séparatifs des locaux petit stockage sont en béton plein CF 2h,
- les murs en file 8 entre D et H et file D (entre cellule 4/5 et 6) entre 2 et 8 (cellule 6 et 7) sont en bétons plein CF 4h,
- les murs en façade sont des panneaux isolés CF 2h.

L'exploitant a également transmis le carnet de feu NAESENS qui atteste bien que :

- les panneaux préfabriqués en béton de la file 8 entre D et H et file D entre 2 et 8 ont bien une résistance au feu garantie de 240 minutes.
- Les panneaux préfabriqués en béton plein de la file H entre 6 et 8, 12 et en file D de 1 à 2 et 8 à 12', et murs séparatifs des locaux petit stockage ont bien une résistance au feu garantie de 120 minutes.

A noter que le mur entre la cellule 6 et le local technique est REI 120 et non REI 240 comme prévu dans le plan annexé à l'arrêté.

**Fait susceptible de suite 5. Il convient de justifier, par le biais d'un porter à connaissance que cette modification n'a pas d'impact sur les flux thermiques projetés. Par ailleurs, le mur REI 240 constitue une dérogation à l'absence d'aire de mise en station de moyen aérien, cette modification devra être soumise à l'avis du SDIS.**

Les justificatifs de résistance au feu des portes coupe-feu ont été transmis.

Lors de la visite terrain, il a été constaté les éléments suivants, depuis la toiture de la cellule 7 :

- la présence des lanterneaux de désenfumage,
- la distance entre les lanterneaux et le mur coupe-feu : 8 m,
- la bande incombustible sur 5 m minimum,
- le dépassement des murs coupe-feu à 1,10m,
- la portion du mur coupe-feu 2h entre la cellule 6 et le local technique,
- la présence de panneaux photovoltaïques en toiture de la cellule 6.

Le document technique relatif à la bande incombustible a été transmis. Il s'agit d'une feuille souple d'étanchéité classée A2s1d0.

Le degré de résistance au feu des murs n'a pas été matérialisé au droit des murs à l'extérieur.

**Fait susceptible de suite 6. Il convient de procéder à cette matérialisation.**

**Type de suites proposées :** Susceptible de suites

#### N° 4 : Confinement des eaux d'extinction incendie

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 21/07/2023, article 6.4.2

**Thème(s) :** Risques accidentels, Dispositif de confinement des eaux d'extinction incendie

**Prescription contrôlée :**

Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées pour l'extinction d'un incendie et le refroidissement, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel.

Le volume nécessaire au confinement des eaux d'extinction incendie est d'un volume utile global minimal de 1650 m<sup>3</sup>.

Le confinement des eaux d'extinction sera réalisé par l'ensemble des cours de quai poids lourds par montée en charge du réseau d'assainissement et par zone de stockage extérieur :

- Cours camion avec 20 cm maxi au point bas : quai extension 559 m<sup>3</sup> et quai existant 518 m<sup>3</sup>, soit 1077 m<sup>3</sup>,
- Rétention zone stockage extérieur : volume de 847 m<sup>3</sup>,

Soit un volume total disponible de  $1077+847 = 1924 \text{ m}^3$ .

La vanne de barrage installé sur le réseau d'assainissement en aval des capacités de stockage sera asservie à la détection sprinkler afin de déclencher le confinement. Cette vanne peut également être fermée manuellement et est commandable à distance.

- Les eaux d'extinction incendie sont collectées, de manière gravitaire, par le même réseau que celui des eaux pluviales des zones de circulation et des zones de quais.
- Les dispositifs d'isolement sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et à partir d'un poste de commande. Leur entretien et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.

Tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par les écoulements issus des bassins de confinement.

Les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées.

#### **Constats :**

Le confinement des eaux d'extinction incendie est assurée par les quais et la zone de stockage extérieure qui a une surface de  $4230 \text{ m}^2$ , pour un volume de remplissage de  $3770 \text{ m}^3$  (cf plan d'exécution du réseau de voiries transmis par l'exploitant) dont  $1/3$  du volume sera dédié au confinement des eaux d'extinction incendie, à savoir  $1257 \text{ m}^3$  (volume supérieur au volume prescrit de  $847 \text{ m}^3$  pour cette aire). Le volume assuré par les quais n'a pas fait l'objet d'une vérification lors de cette inspection.

L'exploitant a justifié que la vanne de barrage en aval de la zone de stockage extérieure était bien asservie à la détection incendie (attestation en date du 20/12/23).

Le jour de l'inspection, la zone extérieure était vide.

**Observation 2.** Il conviendra de s'assurer de la bonne disponibilité du volume nécessaire au confinement des eaux d'extinction incendie au sein de la zone de stockage extérieure.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### **N° 5 : Aire de mise en station des moyens aériens**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 21/07/2023, article 6.6.2.1

**Thème(s) :** Risques accidentels, Aire de mise en station des moyens aériens

#### **Prescription contrôlée :**

Les aires de mise en station des moyens aériens permettent aux engins de stationner pour déployer leurs moyens aériens (par exemple les échelles et les bras élévateurs articulés). Elles sont directement accessibles depuis la voie « engins ».

Elles sont positionnées conformément au dossier de demande de l'exploitant et au plan en annexe 1, de façon à ne pouvoir être obstruées par l'effondrement de tout ou partie du bâtiment ou occupées par les eaux d'extinction. Elles sont implantées en dehors du flux thermique de  $3\text{kW/m}^2$  et ne sont pas impactées par la rétention des eaux d'extinction incendie.

Une aire de mise en station de moyens aériens est positionnée en façade Nord-Est pour protéger le mur REI 120 à l'Ouest de la cellule 4/5.

Des murs REI 240 sont implantés entre la cellule de stockage 6 et les 2 cellules mitoyennes (cellules 4/5 et cellule 7).

<p>L'exploitant informe les services d'incendie ou de secours de l'implantation des aires de mise en station des moyens aériens.</p> <p>Chaque aire de mise en station des moyens aériens respecte, par ailleurs, les caractéristiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– la largeur utile est au minimum de 7 mètres, la longueur au minimum de 10 mètres, la pente au maximum de 10 % ;</li> <li>– elle comporte une matérialisation au sol ;</li> <li>– aucun obstacle aérien ne gêne la manœuvre de ces moyens aériens à la verticale de cette aire ;</li> <li>– la distance par rapport à la façade est de 1 mètre minimum et de 8 mètres maximum ;</li> <li>– elle est maintenue en permanence entretenue, dégagée et accessible aux services d'incendie et de secours ; Si les conditions d'exploitation ne permettent pas de maintenir ces aires dégagées en permanence (présence de véhicules liés à l'exploitation), l'exploitant fixe les mesures organisationnelles permettant de libérer ces aires en cas de sinistre avant l'arrivée des services d'incendie et de secours. Ces mesures sont intégrées au plan de défense incendie défini au point 23 de la présente annexe.</li> <li>– l'aire résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 320 kN avec un maximum de 130 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au minimum et présente une résistance au poinçonnement minimale de 88 N/cm<sup>2</sup>.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'aire de mise en station des moyens aériens n'a pas encore fait l'objet d'une matérialisation au sol (cf planche photographique).</p> <p><b><u>Fait susceptible de suite 7. Il convient de procéder à cette matérialisation.</u></b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites</p>

## N° 6 : Désenfumage

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/07/2023, article 6.6.5</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Désenfumage</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les cellules de stockage sont divisées en cantons de désenfumage d'une superficie maximale de 1 650 mètres carrés et d'une longueur maximale de 60 mètres. Chaque écran de cantonnement est réalisé en matériau M0 stable au feu de degré un quart d'heure, et a une hauteur de 1 mètre, sans préjudice des dispositions applicables par ailleurs au titre des articles R. 4216-13 et suivants du Code du travail. La distance entre le point bas de l'écran et le point le plus près du stockage est supérieure ou égale à 0,5 mètre.</p> <p>Les cantons de désenfumage sont équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés.</p> <p>Des exutoires à commande automatique et manuelle font partie des dispositifs d'évacuation des fumées. La surface utile de l'ensemble de ces exutoires n'est pas inférieure à 2 % de la superficie de chaque canton de désenfumage.</p> <p>Le déclenchement du désenfumage n'est pas asservi à la même détection que celle à laquelle est asservi le système d'extinction automatique. Les dispositifs d'ouverture automatique des exutoires sont réglés de telle façon que l'ouverture des organes de désenfumage ne puisse se produire avant le déclenchement de l'extinction automatique.</p>

L'exploitant prévoit au moins quatre exutoires pour 1 000 mètres carrés de superficie de toiture. La surface utile d'un exutoire n'est pas inférieure à 0,5 mètre carré ni supérieure à 6 mètres carrés. Les dispositifs d'évacuation ne sont pas implantés sur la toiture à moins de 7 mètres des murs coupe-feu séparant les cellules de stockage.

La commande manuelle des exutoires est installée en deux points opposés de chaque cellule de l'entrepôt, de sorte que l'actionnement d'une commande empêche la manœuvre inverse par la ou les autres commandes. Ces commandes manuelles sont facilement accessibles aux services d'incendie et de secours depuis les issues du bâtiment ou de chacune des cellules de stockage. Elles doivent être accessibles en toutes circonstances depuis l'extérieur de la cellule. Une procédure décrivant les conditions d'accès depuis l'extérieur aux commandes de désenfumage est jointe au plan de défense incendie et est portée à la connaissance du SDIS.

Le logo ci-dessous doit être apposé sur les faces extérieures des issues de l'entrepôt se trouvant à proximité des commandes de désenfumage. La flèche doit indiquer le côté et la distance (2 m = exemple) où se trouvent les commandes par rapport à l'issue.



Les portes situées en façade donnant accès aux dispositifs de commande de désenfumage sont manœuvrables depuis l'extérieur.

Un plan de repérage des différents cantons est apposé à proximité des commandes de désenfumage.

Les cantons de désenfumage sont identifiés à l'aide de pancartes en partie haute et centrale de chacun d'eux.

Des amenées d'air frais d'une superficie au moins égale à la surface utile des exutoires du plus grand canton, cellule par cellule, sont réalisées par les portes de quais des cellules à désenfumer donnant sur l'extérieur.

Ces portes doivent pouvoir être ouvertes facilement et rapidement. Les conditions d'ouverture sont inscrites dans le Plan de Défense Incendie.

#### **Constats :**

L'exploitant a transmis une attestation de la société ASSERCO qui certifie avoir procédé aux essais de fonctionnement du système de désenfumage et que l'installation est en parfait état de fonctionnement.

L'exploitant a transmis le PV EFFECTIFS de classement et de résistance au feu de l'écran de cantonnement qui justifie d'un classement Bs3d0. Par ailleurs, il présente une résistance au feu DH60.

L'exploitant a transmis le plan d'exécution du système de désenfumage. Les cellules de stockage sont divisées en cantons de désenfumage d'une superficie maximale inférieure à 1 650 mètres carrés et de longueur maximale inférieure à 60m.

Le plan d'exécution montre que les dispositifs d'évacuation sont implantés à plus de 7 m des murs coupe-feu.

L'exploitant a transmis une attestation indiquant que les fusibles des sprinklers des cellules 4, 5 et 6 sont tarés à 74°C. Le DOE de l'installation indique une température de déclenchement du désenfumage à 93°C (fiche technique).

Le calcul de désenfumage a été justifié ainsi que les surfaces d'amenée d'air réalisées par les portes de quai.

<p>L'attestation de bon fonctionnement du système de désenfumage a été transmis.</p> <p>Par contre, l'exploitant n'a pas apposé le logo prescrit sur les faces extérieures des issues de l'entrepôt se trouvant à proximité des commandes de désenfumage.</p> <p><b><u>Fait susceptible de suite 8. Il convient de mettre en œuvre cette signalisation.</u></b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites</p>

## N° 7 : Détection automatique d'incendie

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/07/2023, article 6.6.7</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Détection automatique d'incendie</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La détection automatique d'incendie avec transmission, en tout temps, de l'alarme à l'exploitant est obligatoire pour les cellules, les locaux techniques et pour les bureaux à proximité des stockages. Cette détection actionne une alarme perceptible en tout point du bâtiment permettant d'assurer l'alerte précoce des personnes présentes sur le site, et déclenche le compartimentage de la ou des cellules sinistrées.</p> <p>Le type de détecteur est déterminé en fonction des produits stockés. Cette détection peut être assurée par le système d'extinction automatique s'il est conçu pour cela, à l'exclusion du cas des cellules comportant au moins une mezzanine, pour lesquelles un système de détection dédié et adapté doit être prévu.</p> <p>Dans tous les cas, l'exploitant s'assure que le système permet une détection de tout départ d'incendie tenant compte de la nature des produits stockés et du mode de stockage.</p> <p>La cellule 7 est équipée d'un système de détection haute sensibilité, relié au Système de Sécurité Incendie existant de l'entrepôt avec transmission de l'alarme à une société de télésurveillance extérieure. Un document synthétique précisant les conditions de validité de ce système est mis en œuvre à la mise en service de l'extension.</p> <p>Les détecteurs d'incendie doivent déclencher une alarme sonore et visuelle au niveau des cellules et dont le report est réalisé au poste de gardiennage ou au dispositif de télésurveillance.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La détection incendie est assurée par le système sprinklage.</p> <p>Dans la cellule 7, une détection classique plenums a été installée ainsi qu'une détection par aspiration dans les chambres froides.</p> <p>L'exploitant a transmis une attestation de conformité de l'installation de détection incendie au référentiel APSAD R7.</p> <p>L'exploitant a transmis une attestation justifiant de l'installation de détecteurs CO2 dans la cellule 7.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

## N° 8 : Moyens de lutte contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/07/2023, article 6.6.9
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>L'établissement doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après : La défense extérieure contre l'incendie sera assurée de telle sorte que les sapeurs-pompiers puissent disposer d'un volume d'eau de 720 m<sup>3</sup> utilisable en 2 heures (360 m<sup>3</sup>/h).</p> <p>Afin de respecter ces dispositions, sont implantés :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- <u>Des poteaux incendie</u> : le projet est équipé de 5 poteaux incendie publics ou privés. Les 5 poteaux incendie fonctionnent en simultané avec une pression comprise entre 1 et 5 bars max. Le positionnement des poteaux incendie est présenté sur le plan des réseaux (plan en annexe 1). Les PI sont bouclés avec la mise en place de vannes de sectionnement. Le réseau interne, qui peut être complété des PI disponibles sur l'avenue Georges Laine, permettra d'obtenir le débit minimum requis de 120 m<sup>3</sup>/h pendant 2 heures via la présence de 2 poteaux incendies fonctionnant en simultané.</li><li>- <u>Une citerne ou réserve incendie</u> d'un volume utile de 480 m<sup>3</sup> minimum afin de compléter le volume d'eau non délivré par le réseau d'eau. La citerne est dotée de <u>2 plateformes de mise en station</u>. La citerne sera équipée par une plateforme de deux dispositifs d'aspiration DN 100 distants de 50 cm à 1 m maximum. Les plateformes de mise en station doivent être situées en dehors des zones de flux thermique de 3Kw/m<sup>2</sup> et supérieures.</li></ul> <p>[...]</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- <u>Des extincteurs</u> sont répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles, facilement accessibles et repérés au moyen de panneaux indestructibles. Les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés ;</li><li>- <u>Des robinets d'incendie armés</u> situés à proximité des issues. Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances sous deux angles différents. Ils sont utilisables en période de gel. Leurs emplacements sont signalés d'une façon visible. Leurs abords sont maintenus constamment dégagés.</li></ul> <p>[...]</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- <u>Un réseau d'extinction automatique à eau</u> (ou réseau sprinklers) doit être mis en place pour chaque cellule (à l'exception des chambres froides négatives). L'installation de sprinklage est de type ESFR. Elle est conforme aux normes NFS 62-210 à S 62-215 ou à la règle R1 de l'APRAD, ou la règle NFPA13 ou tout référentiel équivalent. Un espace de 1 mètre est maintenu entre le niveau des têtes de sprinklage et le haut du stockage. Le fonctionnement de l'installation de sprinklage est assuré en toutes circonstances. L'efficacité de cette installation est qualifiée et vérifiée par des organismes reconnus compétents dans le domaine de l'extinction automatique ; la qualification précise que l'installation est adaptée aux produits stockés et à leurs conditions de stockage.</li></ul>

**Constats :**

L'exploitant a transmis les rapports d'essai des PI daté du 26/09/23 - débit à 1 bar

- PI1 : 126 m<sup>3</sup>
- PI2 : 114 m<sup>3</sup>
- PI3 : 118 m<sup>3</sup>
- PI4 : 105 m<sup>3</sup>
- PI5 : 117 m<sup>3</sup>

L'exploitant a également transmis :

- un PV d'essais de débit/pression sur poteau incendie à 0 et 1 bar.
- Une mesure des débits en simultané en date du 28/11/23 avec 3 PI qui donne un débit de 185 m<sup>3</sup>/h.

Lors de la visite terrain, il a été constaté la présence de la réserve incendie supplémentaire, d'un volume de 483 m<sup>3</sup>, dotée de points d'aspiration et de 2 plateformes de mise en station.

L'exploitant a transmis une attestation de conformité de l'installation des RIA des cellules 4, 5, 6 et 7 (hors chambres froides) aux règles APSAD R5.

L'exploitant a transmis une attestation datant du 20/11/2023 indiquant que l'extension du système d'extinction automatique à eau par sprinklers du site est conforme à la règle APSAD R1 éd. 2020 avec additifs.

L'exploitant a transmis également le rapport provisoire N1 daté du 28/11/23 qui fait état de réserves à lever. L'exploitant a transmis un document du CNPP du 01/02/24 confirmant la levée des réserves émises.

**Type de suites proposées :** Sans suites

## ANNEXE 1 :Planche photographique

Société DELQUIGNIES Industrie Service  
à ONNAING  
Inspection du 14/12/2023



Photo 1 : PI N°3+ aire de stationnement engin



Photo 2 : PI N°4+ aire de stationnement engin

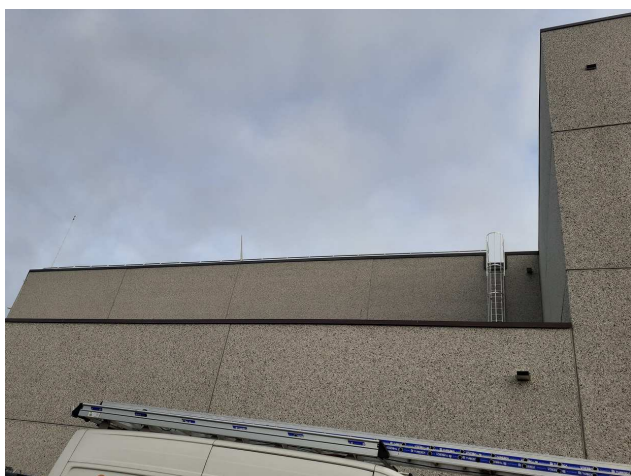


Photo 3 : façade local technique – potion du mur CF 2h

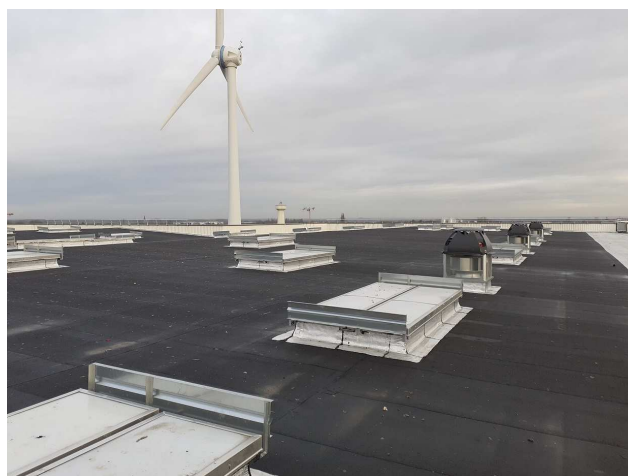


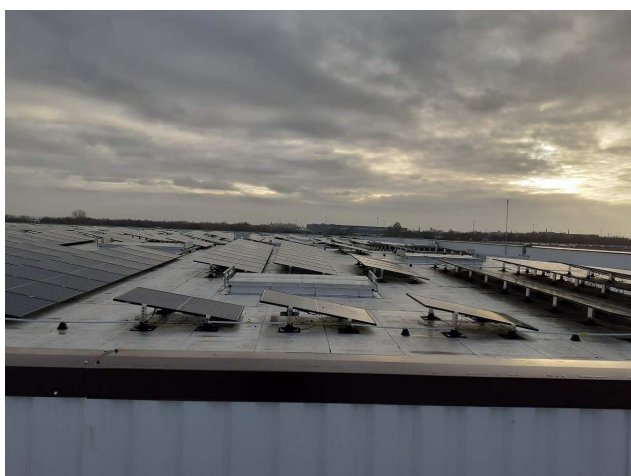
Photo 4 : toiture cellule 7



**Photo 5 : bande incombustible mesurée à 5 m**



**Photo 6 : mur CF dépassant de 1 m (mesuré à 1,10 m)**



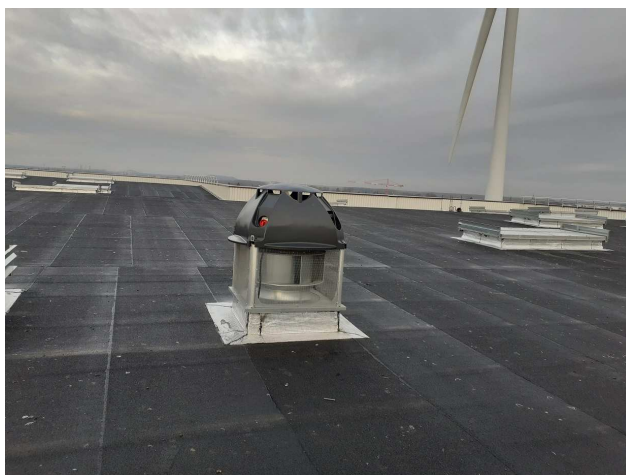
**Photo 7 : panneaux photovoltaïques cellule 6**



**Photo 8 : vue vers bureaux 3 et local de charge-dépassement du mur CF en toiture**



**Photo 9 : vue vers zone de stockage extérieure**



**Photo 10 : tourelle d'extraction et exutoire de désenfumage en arrière plan (distance de 8m mesurée des murs CF)**



**Photo 11 : local technique**



**Photo 12 : arrêt d'urgence en façade -panneaux photovoltaïques**



**Photo 13 : réserve incendie de 483 m<sup>3</sup> – aires d'aspiration et voie de stationnement**



**Photo 14**



**Photo 15**



**Photo 16 : bassin d'infiltration**



**Photo 17 : zone de stockage extérieure (1/3 du volume est destiné au confinement des eaux d'extinction incendie)**



**Photo 18 : aire de mise en station des moyens aériens (matérialisation au sol à réaliser)**



**Photo 19 : vanne de barrage 1**



**Photo 20 : vanne de barrage 2 (zone d'infiltration)**